Emploi et immigration

Je me sens un peu gêné, maintenant, à cause de ce qu'a dit le député de Grenville-Carleton sur le sujet. J'ai présenté un excellent argument à la Chambre voulant que celle-ci n'accepte pas la motion néo-démocrate. Mais, à la réflexion, je devrai attendre, je crois, d'avoir consulté le député pour voir ce que l'opposition officielle compte faire, car j'aimerais être du côté qui presse le ministre de nous accorder davantage, qu'il s'agisse de l'approbation des taux ou de l'occasion d'entendre le ministre nous dire ce qu'ils seront et de nous permettre de répondre et de lui poser des questions.

● (1140)

Le député de Grenville-Carleton a dit qu'il rejetterait la motion sous sa forme actuelle. Je tiens à en discuter avec lui, car je ne voudrais pas le mettre dans l'embarras. J'espère que les députés me comprendront; j'en discuterai avec lui et nous verrons si nous appuierons le Nouveau parti démocratique ou non, après avoir eu l'occasion de parler des autres motions. Je n'ai pas abandonné l'idée de présenter ma motion. Si la motion du NPD n'est pas adoptée, je tiens à pouvoir dire que nous aurons au moins essayé sur deux plans: par voie d'approbation et par voie de déclaration ministérielle.

L'Orateur suppléant (M. Turner): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

L'Orateur suppléant (M. Turner): En conformité de l'article 75(11) du Règlement, le vote inscrit sur la motion est différé.

La Chambre est maintenant saisie de la motion n° 24 inscrite au nom du député de Hamilton-Ouest (M. Alexander). Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

L'Orateur suppléant (M. Turner): Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

[M. Alexander.]

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

L'Orateur suppléant (M. Turner): En vertu de l'article 75(11) du Règlement, le vote inscrit sur la motion est différé.

Sauf erreur, les motions n°s 25, 26 et 31 doivent faire l'objet d'un débat et d'un vote distincts.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville) propose:

Motion n° 25:

Qu'on modifie le bill C-27, tendant à créer le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, le Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, et à modifier la loi de 1971 sur l'assurance-chômage et d'autres lois, à l'article 54, en retranchant les lignes 39 à 41, page 28, et en les remplaçant par ce qui suit:

«conseil pour trois ans. Ils cessent d'exercer leurs fonctions à l'âge de soixante-cinq ans»

L'Orateur suppléant (M. Turner): Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: Non.

M. Nystrom: Monsieur l'Orateur, la motion n° 25 dont la Chambre est saisie aujourd'hui ne revêt pas beaucoup d'importance pour la plupart des députés. Elle vise à modifier l'âge limite prévu pour les personnes qui sont nommées à la présidence des conseils arbitraux par ordre du gouverneur en conseil pour une période de trois ans. On voudrait abaisser à 65 ans la limite d'âge actuelle de 75 ans.

Je n'ai rien contre les personnes âgées qui exercent un rôle utile dans la vie publique au Canada. Je veux simplement que le projet de loi se conforme aux autres lois que le gouvernement a adoptées, notamment celle sur l'assurance-chômage. L'âge de la retraite au sein de la Fonction publique du Canada est de 65 ans actuellement et cette règle devrait valoir également pour les présidents de conseils arbitraux. En adoptant la motion, le bill ne ferait que respecter la loi qui régit la Fonction publique du Canada. Les présidents ne sont pas des fonctionnaires à proprement parler, mais ils font néanmoins partie de la Fonction publique en général et ils sont au service de la population.

L'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage s'arrête à 65 ans. Après 65 ans, on ne peut plus toucher d'assurance-chômage. Donc, par souci de conformité, les présidents des conseils arbitraux qui sont appelés à traiter les demandes de prestations d'assurance-chômage, devraient eux aussi être assujettis à la même règle que les prestataires, c'est-à-dire la limite de 65 ans. Si l'âge de la retraite obligatoire des présidents de conseils arbitraux est de 75 ans comme le préconise le bill, la seule autre chose dans le même ordre d'idée serait l'âge des sénateurs. En effet, les sénateurs doivent prendre leur retraite à 75 ans. Tout ce qui regarde le Sénat n'entre pas dans les lignes de vue de mon parti. Pour des questions de cohérence et de logique, l'âge de la retraite prévu pour les présidents de conseils arbitraux devrait être de 65 ans au lieu de 75.